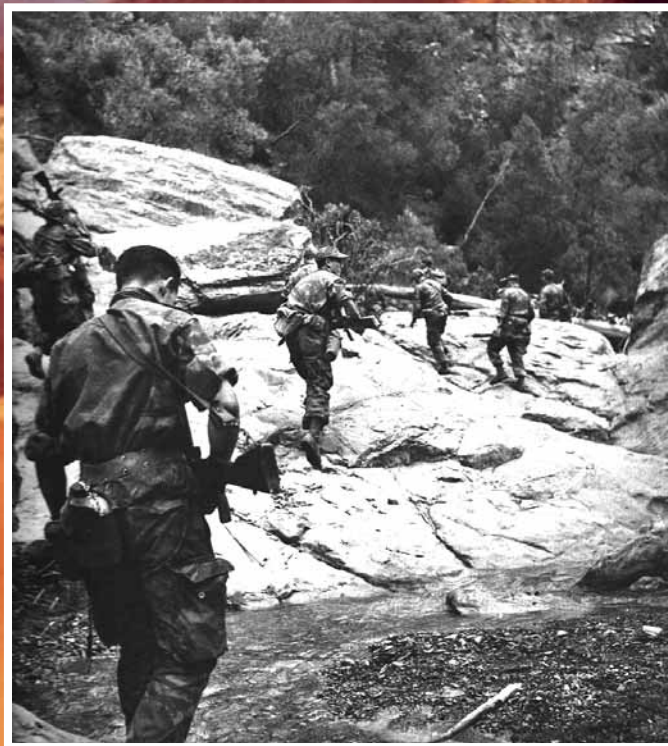


LA GUERRE D'ALGÉRIE

« *UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ* »



À la MÉMOIRE d'André ESPRIT

Notre camarade grenoblois, mort pour la France le 8 mars 1962
Qui demeure toujours un exemple.

Né à Grenoble le 16 mars 1938, André Esprit intègre très jeune le pensionnat du Rondeau Montfleury. Brillant élève, aimé de ses camarades pour son dynamisme et sa bonté, il obtient avec facilité son baccalauréat de philosophie.

À 18 ans, il suit les cours de la faculté des lettres de Grenoble, tout en travaillant pendant le cycle universitaire comme surveillant à l'externat Notre-Dame et pendant les vacances comme moniteur (et plus tard moniteur-chef) à la colonie de Currières, auprès du directeur, M. l'abbé Paillassou.

Élément dynamique et infatigable, il se révèle être un meneur d'hommes, sachant s'imposer à ses camarades par sa simplicité, son sens de la justice et une volonté à toute épreuve. Chrétien fervent, il allie à ses facultés intellectuelles de grandes capacités physiques : inscrit au Judo-Club grenoblois, il devient ceinture marron, et envisage le passage de la ceinture noire.

À 22 ans, il obtient avec brio une licence d'histoire et géographie. Ses études terminées, il enseigne à l'externat Notre-Dame comme professeur d'histoire et géographie et moniteur d'éducation physique. Il se donne pleinement à son idéal et rayonne la joie, car il sait se donner sans compter.

Au mois de septembre 1961, incorporé au 1^{er} RPIMa, à Mont-de-Marsan, il suit le peloton préparatoire aux élèves-officiers de réserve. Il en sort major



et part en Algérie le 3 janvier 1962 pour intégrer l'École d'Officiers de Réserve de Cherchell.

C'est en apprenant son métier de chef de section qu'il tombe en couvrant son groupe. Sa conduite héroïque lui vaut la citation suivante :

« Élève-officier de tout premier ordre qui depuis son arrivée à l'École militaire de Cherchell s'est fait spécialement remarquer par sa personnalité et son enthousiasme. Le 8 mars 1962 au cours d'une sortie en zone rebelle, a été grièvement blessé lors d'un accrochage au Marabcha, secteur de Cherchell. Est tombé en servant l'arme automatique de son groupe dès le début de l'engagement face à un ennemi particulièrement agressif. Est décédé des suites de ses blessures. »

Modèle pour ses camarades, le Peloton 203 de 509 élèves en formation à Cherchell du 4 janvier au 9 juin 1962, aura pour nom « **Promotion Elève-Officier André Esprit** ».

Son destin héroïque illustre le sacrifice consenti en Algérie par toute une génération engagée à combattre pour une cause dont les enjeux la dépassaient.



Une exposition en 10 thèmes (A à J) et 43 tableaux

A

PRÉSENTATION

A01 : In memoriam

A02 : Organisation de l'exposition

A03 : Les raisons de l'exposition

A04 : Chronologie

B

UN MONDE COMPLEXE : L'ALGÉRIE

B11 : Une longue et difficile conquête dès 1830

B12 : Les réalités physiques

B13 : Les réalités humaines

B14 : L'absence d'une vision politique

B15 : Un monde d'inégalités : LA SCOLARISATION

C

LA RUPTURE

C31 : La rupture (1940-1954)

D

LA RÉBELLION

D41 : Novembre 1954 : l'insurrection, les hommes, les buts

D42 : L'organisation: MNA, FLN, ALN, OPA, GPRA

D43 : Le conflit algérien : une guerre révolutionnaire

D44 : Le FLN en France: terrorisme et soutiens

D45 : Les soutiens internationaux du nationalisme algérien

D46 : 1955-1956 : le « pourrissement »

E

L'Armée française face à la rébellion : L'ADAPTATION

E50 : L'armée française, ses forces et ses missions

E51 : Forces en action : les SAS, l'action sociale administrative et politique

E52 : Forces en action : les troupes de secteur

E53 : Forces en action : un exemple d'adaptation au secteur : LES FORCES ALPINES

E54 : Forces en action : les unités supplétives

E55 : Forces en action : la réserve générale LÉGIONNAIRES ET PARACHUTISTES

E56 : Forces en action : les commandos de chasse

E57 : Forces en action : la marine

E58 : Forces en action : les moyens aériens

E59 : 1956-1957 - la réaction

E60 : 1958-1959 - la rébellion en difficulté

F

LES TURBULENCES D'UNE GUERRE

F61 : Les services spéciaux et la guerre "non conventionnelle"

F62 : La violence : la plaie durable d'un conflit

F63 : La désinformation et l'action psychologique

F64 : Les espoirs déçus de 1958

G

VERS LA FIN

G71 : La politique d'autodétermination

G72 : Le putsch des Généraux

G73 : L'Organisation Armée Secrète (OAS)

G74 : Les négociations et les accords d'Evian



H

LES TRAGÉDIES DE L'APRÈS 19 MARS 1962

H81 : Le drame des *Pieds-Noirs*: la débâcle

H82 : Atrocités du FLN : le massacre des harkis

I

UN SOMBRE BILAN

I91 : Les pertes des deux camps

I92 : La communauté *Pieds-Noirs*: la fin d'un rêve. Témoignage de l'ancien maire de Zéralda

J

L'HÉRITAGE

J93 : Héritage social : santé-école

J94 : Economie. Aménagement du territoire, équipements industriels

J95 : 50 ans après : enfin vers la paix ?

LA GUERRE D'ALGÉRIE
« UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ »

La guerre d'Algérie n'en finit pas de diviser.

Bien que les armes s'y soient tues depuis près de cinquante ans, les plaies du conflit ne sont toujours pas refermées, et le contentieux entre nos deux nations n'est pas liquidé.

Elle a laissé dans l'esprit des protagonistes l'amer sentiment de l'inutilité ou de la trahison, tant pour nos soldats qui ont la conviction de s'être battus pour rien et pour les harkis victimes de massacres pour crime de fidélité, que pour les combattants de l'ALN spoliés des fruits de leur combat et de leurs souffrances par les forces du FLN (l'armée des frontières) basées en Tunisie et au Maroc.

Elle a marqué une génération. 1 750 000 Français y ont combattu, et parfois laissé leur vie. Un million d'Européens, *les Pieds-noirs*, ont dû tout abandonner, leurs biens, leurs cimetières. Elle a rompu une cohabitation séculaire entre des communautés profondément attachées l'une et l'autre à cette terre.

Un demi-siècle après sa conclusion, elle reste toujours un enjeu mémoriel, politique et identitaire.

Les concepteurs de cette exposition osent ici une démarche positive. Le titre adopté, *une exigence de vérité*, est aussi un défi qu'ils se sont lancé à eux-mêmes.

Cette exposition, réalisée par de nombreux acteurs de la guerre d'Algérie, entend simplement rappeler l'histoire.



© Arthur Smet

« Il faut être fidèle à la vérité même lorsque notre patrie est en cause.

Tout citoyen a le devoir de mourir pour sa patrie, mais nul n'est tenu de mentir pour elle.»

Montesquieu.

A - PRÉSENTATION DE L'EXPOSITION

L'UNC présente : « LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ »

Dates essentielles de la guerre d'Algérie

ANNÉE	Les événements	
	Faits politiques, la presse	
	L'Armée française	
	La rébellion	
1945	PRÉMICES DU CONFLIT	
Mai	Soulèvement des nationalités à SÉTIF . Très sévère répression. Plusieurs milliers de morts	
1954	DÉBUT DE LA RÉBELLION	
10 octobre	Création du Front de libération nationale (FLN) et de l'Armée de libération nationale (ALN)	
1^{er} novembre	"Toussaint rouge" dans les Aurès. Mort de 4 soldats et d'un jeune instituteur	
Décembre	Envoi de renforts militaires en Algérie	Création du Mouvement national algérien (MNA)
1955	LE POURRISSEMENT	
Janvier	Jacques Soustelle, gouverneur général	Premières opérations militaires d'envergure
Avril/Mai	Effectif armée française porté à 100 000 h.	Le FLN participe à la conférence de Bandoeng
Août	Etat d'urgence étendu à toute l'Algérie	Maintien du contingent 1954. Rappel de la classe 1953
Septembre	Certains appelés du contingent refusent de partir en Algérie.	Création des SAS

ANNÉE	Les événements	
	Faits politiques, la presse	
	L'Armée française	
	La rébellion	
1956	L'AFFRONTMENT	
Février	R. Lacoste, ministre résidant en Algérie	Création des Harkas
Mars	Indépendance du Maroc et de la Tunisie	Vote à l'assemblée des pouvoirs spéciaux
Mai	Effectif militaire 400 000 h. / Service militaire porté à 27 mois / 70 000 disponibles rappelés	
Juin/Août	26 juin, le pétrole jaillit à Hassi Messaoud	20 août, congrès du FLN à la Soummam
Septembre	Les premières bombes frappent les civils	Effectifs militaires portés à 600 000 h.
Octobre	Arraisonnement du cargo Athos porteurs d'armes	Ben Bella, Aït Ahmed, Boudiaf, Khider, Lacheraf sont faits prisonniers
Nov./Décembre	Novembre : expédition Suez. Décembre : le général Raoul Salan commandant en chef en Algérie	
1957	LA BATAILLE D'ALGER	
Janvier	Début de la bataille d'Alger	Le général Massu chargé du maintien de l'ordre à Alger
Février	L'utilisation de la torture par l'armée, dénoncée	Nombreux dirigeants FLN sont arrêtés
Mai	Massacre par le FLN de la population du Douar de Melouza favorable au MNA	
Septembre	Achèvement du barrage électrifié, ligne Morice	Arrestation à Alger de Yassef Saadi
Octobre	Le général Massu démantèle la "zone autonome d'Alger"	

A - PRÉSENTATION DE L'EXPOSITION

L'UNC présente : « LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ »

Dates essentielles de la guerre d'Algérie

ANNÉE	Les événements	
	Faits politiques, la presse	
	L'Armée française	La rébellion
1958	LA BATAILLE DES FRONTIÈRES	
Janvier à Mai	Bataille des frontières : Guelma, Souk Arhas. Des combats meurtriers	
7 février	Bombardement de Sakhiet-Sidi-Youssef	
9 mai	3 prisonniers français exécutés par le FLN en Tunisie	
13 mai	Prise du GG (Gouvernement général). Formation du "Comité de salut public" présidé par Massu	
14 mai	"Vive de Gaulle" lancé par Salan à Alger	
Juin	De Gaulle : le 4 juin à Alger : "Je vous ai compris". Le 6 juin à Mostaganem : "Vive l'Algérie française"	
28 septembre	Adoption de la nouvelle constitution, approuvée par 79,25% de oui en Métropole et 95 % en Algérie	
Octobre	Le FLN rejette la "paix des braves" de de Gaulle	Formation du GPRA présidé par Ferhat Abbas
Décembre	De Gaulle président de la république	Le général Challe remplace le général Salan
1959	LA RÉBELLION EN DIFFICULTÉ	
Février à Sept.	Jacques Soustelle, gouverneur général	Premières opérations militaires d'envergure
16 septembre	De Gaulle proclame le droit des Algériens à l'AUTODÉTERMINATION	Refus du GPRA
Novembre	Appel de de Gaulle au cessez-le-feu	Ben Bella et son groupe, désignés négociateurs par le FLN
1960	LES ESPÉRANCES DÉÇUES	
24 janvier	Semaine des barricades à Alger	Le général Massu muté en métropole
Juin	Rencontre de Gaulle - Si Salah à l'Élysée	Echec des entretiens de Melun avec le GPRA
Septembre	26 juin, le pétrole jaillit à Hassi Messaoud	De Gaulle "Algérie algérienne en route"
Décembre	Les Nations-Unies reconnaissent à l'Algérie le droit à l'autodétermination et à l'indépendance	

ANNÉE	Les événements	
	Faits politiques, la presse	
	L'Armée française	La rébellion
1961	VERS LA FIN	
8 janvier	Victoire du OUI au référendum sur la politique algérienne de de Gaulle	
Février/Mars	Création de l'OAS.	Assassinat de Camille Blanc, maire d'Evian, par l'OAS
Avril	Echec du Putsch des généraux	Arrêt unilatéral des grandes opérations de l'Armée
Mai à décembre	Ouverture des négociations : Evian, Lugin, Les Rousses. Multiplication des actions de l'OAS	
1962	L'INDÉPENDANCE	
18 et 19 mars	Le 18 mars : signature des accords d'Evian. Le 19 mars entrée en vigueur du cessez-le-feu	
Avril	Le 8 avril : OUI au référendum au cessez-le-feu. L'OAS déclenche sa politique de la terre brûlée	
1^{er} juillet	Ecrasante victoire du OUI au référendum de l'Autodétermination en Algérie	
3 juillet	Reconnaissance officielle par la France de l'indépendance de l'Algérie	
Juillet	Le 4 juillet : Ben Bella président	Le 5 juillet : massacre d'Oran

A - PRÉSENTATION DE L'EXPOSITION

L'UNC présente : « LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ »

Considérée au départ davantage comme une diversion destinée à redonner du lustre à la monarchie déclinante, l'expédition de 1830 contre la Régence d'Alger ne visait pas un objectif colonial mais à mettre un terme à la piraterie endémique et à la traite d'esclaves chrétiens dont Alger était le berceau.

Les origines de l'expédition :

- Apparemment régler un incident diplomatique (l'affaire de l'éventail de 1827),
- Mettre un terme à la piraterie endémique dont Alger était le berceau,
- Faire diversion à Paris auprès d'une opinion très remontée contre le régime.



La prise d'Alger

Débarquée le 14 juin 1830 à Sidi-Ferruch, l'armée du général de Bourmont s'empare d'Alger le 5 juillet. Blida, Bône et Oran tomberont peu après.



Musée de Versailles/Chenot

La révolte d'Abd el-Kader

Conduite par Abd el-Kader, la révolte arabe embrase le pays à partir de 1832.

Les répliques militaires conduites sans ménagement par le général Bugeaud ne s'achèvent qu'en 1847 avec la prise décisive de la Smala d'Abd el-Kader.

La fin de la conquête et les derniers soubresauts (1852-1871).



Dubour/BN

La résistance kabyle se prolongera quant à elle jusqu'en 1857.

Dans le sud, la prise de Laghouat et de Tougourt, la soumission des Beni-M'zab du Mزاب (1852) et celle du Souf, reculent les limites de l'Algérie jusqu'au grand désert.

En 1871, profitant de la défaite de la France contre l'Allemagne, l'insurrection soulève plus du tiers du pays. Elle sera suivie d'une violente répression.

De 1830 à 1871, l'armée française a perdu près de 100.000 hommes dans la conquête de l'Algérie, dont l'essentiel de maladies dues à l'insalubrité du pays et aux épidémies. La population musulmane, arabe et kabyle, a subi des pertes plus sévères encore.

L'Algérie est loin d'être un État physiquement homogène. C'est à la conquête française que ce pays de 2380000 km² doit sa délimitation géographique. Il est l'assemblage de deux espaces bien différents, juxtaposés jusqu'en 1956 : les trois départements du Nord (Alger, Oran, Constantine), héritage de la Régence turque ; les territoires militaires du Sud (Aïn Sefra, Ghardaïa, Touggourt, les oasis), conquis plus tardivement.

Nord et Sud: deux mondes bien différents

Les réalités géologiques, climatiques, économiques et humaines de ces deux ensembles sont peu comparables.

Les Territoires du Sud (environ 2000000 km²) appartiennent au Sahara et se caractérisent par un climat d'une extrême aridité (moins de 100 mm d'eau par an, sauf le massif du Hoggar), une présence humaine très clairsemée, à l'exception de tribus nomades, et d'une quasi-absence d'économie, jusqu'à la découverte de gisements d'hydrocarbures.

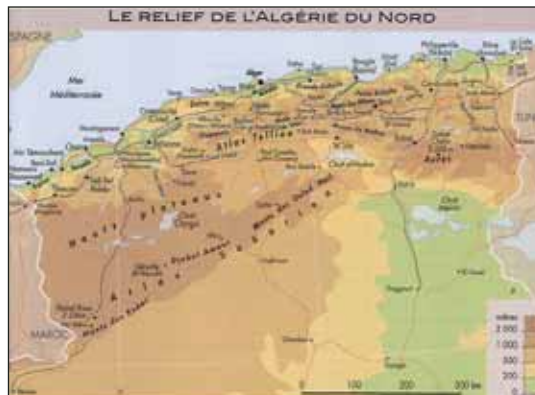
L'Algérie du Nord, partie du Maghreb arabe, forme un ensemble de montagnes parfois élevées, de plateaux et de plaines, au climat méditerranéen, quoique parfois aride, avec des précipitations souvent supérieures à 200 mm/an.

Les grandes régions de l'Algérie du Nord

L'Algérie du Nord représente environ 400000 km².

On peut y distinguer :

- La partie orientale du pays, formée de chaînons d'altitude souvent élevée (La Kabylie...) et de hauts plateaux.
- L'Algérois, assez bien arrosé et fertile, avec la riche plaine de la Mitidja, et les escarpements de Kabylie, culminant au Djurdjura.
- L'Oranais, à l'altitude moyenne élevée, aux contrastes pluviométriques accusés.



Guy Perville, cartographie de Cécile Marin, *Atlas de la guerre d'Algérie* © Autrement, 2003



Serge Cattet

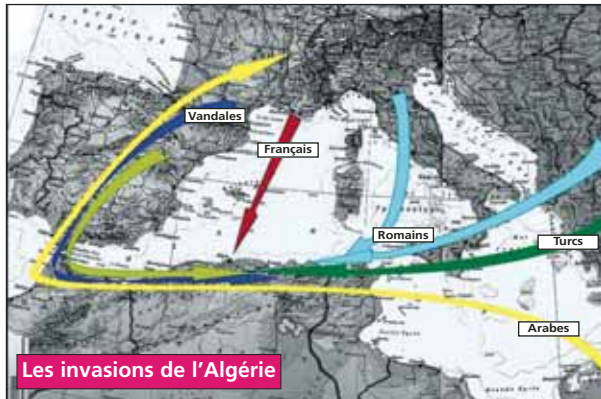
On ne peut comprendre l'implantation de la rébellion sans prendre en compte ces conditions naturelles, dont certaines sont particulièrement favorables à des regroupements de combattants de la guérilla.

A la suite de ses différentes colonisations, l'Algérie constitue une mosaïque de quatre composantes humaines, une mosaïque pétrie par des dominations qui ont façonné son visage et sa culture : les Berbères, les Juifs, les Arabes et les Européens dits *Pieds-noirs*.

1) Les Berbères

Ils sont les premiers habitants de l'Afrique du Nord de l'oasis de Siwa (Egypte) au littoral de l'Atlantique et aux rives du Niger. Ils sont intégrés à l'empire romain en 40 après J.-C. ; la Numidie se convertira un temps au christianisme, avant d'adopter progressivement l'islam à partir du VII^e siècle.

Dans les limites de l'Algérie actuelle la présence berbère est encore une réalité en Kabylie, dans les Aurès (*les Chaouias*), les oasis du nord du Sahara (*les Mozabites du M'Zab*), au Sahara (*les Touaregs*).



3) Les conquêtes musulmanes

La conquête arabe est déterminante pour l'avenir du Maghreb.

Si celle du VII^e siècle ne modifie pas l'équilibre des populations, au XI^e siècle l'Est et le centre du Maghreb subissent les déferlantes de tribus nomades qui, par centaines de milliers, arrivent avec femmes et enfants.

2) Les Juifs

Ils sont présents sur le littoral numide dès le VI^e siècle avant J.-C.

Ils deviennent vite les moteurs de l'expansion économique, culturelle des régions où ils s'installent.

Plus tard, la communauté juive sera alimentée à partir de l'Europe à la suite des différentes persécutions des XV^e et XVI^e siècles.

En 1518 Alger, conquise par Kheir ed Dine surnommé Barberousse, est désormais aux mains du pouvoir turc pour trois siècles.

Cette présence turque limitée ne se traduira par aucune incidence sur la physionomie berbère et arabo-berbère de la population.

4) Le peuplement européen

Les gouvernements successifs de la métropole vont tenter, à partir de 1830 et surtout sous l'impulsion de Bugeaud, de favoriser une colonisation de peuplement européen.

En fait, l'immigration sera davantage le fait de voisins européens (Espagne, Italie, Malte, Suisse, Allemagne du Sud) que de métropolitains, qui étaient le plus souvent d'origine corse ou alsacienne.

Le terme générique de *Pieds-noirs* a été retenu pour désigner cette population immigrée.

Cette population, surtout urbaine, se concentre dans l'Algérie occidentale, Algérois et Oranie.

En 1954, l'hostilité à la colonisation est d'autant plus forte que les Européens sont peu implantés. Le FLN s'impose pour l'essentiel dans les zones à faible population *pieds-noirs*.



Le Général Bugeaud

Dès le début d'une conquête qu'elle n'a pas voulue, la France se trouve confrontée au problème du statut de sa nouvelle colonie, l'Algérie, et au destin des populations qui la peuplent. Faute d'une vision politique, elle va osciller entre nationalité et citoyenneté, assimilation et développement séparé, avec en toile de fond l'inexorable ascension démographique des musulmans. Il faudra la cruelle réalité de la guerre pour contraindre notre pays à faire un choix, dans les conditions les plus défavorables.

Si au début de la conquête l'Algérie n'est pas l'objet d'un dessein politique, avec Bugeaud, prend naissance l'idée d'en faire une colonie de peuplement à majorité européenne.

En 1848, à la demande des colons d'Alger, l'Algérie est intégrée au territoire national et subdivisée en 3 départements.



Napoléon III

Franz Xaver Winterhalter

Le gouvernement de Napoléon III, en 1865, attribue la nationalité française aussi bien aux musulmans qu'aux juifs d'Algérie. Nationalité, mais pas la citoyenneté, car pour ces communautés, il était inenvisageable de renoncer à leur statut fondé sur les lois coraniques ou talmudiques d'origine divine.

Quelques années plus tard, le décret Crémieux du 24 octobre 1870 voté par le gouvernement provisoire en exil à Tours accorde la citoyenneté française aux Juifs d'Algérie. Ceux-ci l'acceptent.

Peu disposée à inspirer aux masses algériennes une volonté de francisation, la politique d'assimilation ne pouvait qu'échouer.

Le projet de loi Blum-Violette, d'extension du droit de vote à la communauté musulmane, déposé en décembre 1936, ne connut aucune suite.

Le gouvernement de Vichy revient sur nombre de dispositions, notamment le décret Crémieux qui est abrogé, et les naturalisations des étrangers auxquelles il est mis un terme.

En 1943 Ferhat Abbas rédige le *Manifeste du peuple algérien* dans lequel il réclame pour l'Algérie la fin du régime colonial.



Ferhat Abbas (1899-1985)

Animé d'intentions généreuses, le Comité français de libération nationale tente de réaliser une égalité de droit et de fait entre *Français musulmans* et Français d'Algérie. Mais faute de consensus, son programme ambitieux restera lettre morte.

Pire, le collège électoral unique et le nouveau statut adopté en septembre 1947 par la IV^e République, furent rejetés.

Tout était prêt désormais pour la confrontation.

B - UN MONDE COMPLEXE : L'ALGÉRIE

L'UNC présente : « **LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ** »

La politique de scolarisation n'a pas profité de façon identique aux deux communautés.

Les communautés musulmanes, arabes et berbères, pour des raisons de culture, ont résisté jusqu'au refus pur et simple à l'école laïque et obligatoire voulue par Jules Ferry.

La pression démographique et la dispersion de la population dans un pays aussi vaste ont été également des facteurs défavorables.

L'inégalité de la scolarisation entre européens et musulmans a donc été réelle.

Evolution de la scolarisation aux recensements (6-14 ans):

Année	Algérie: population indigène			Algérie: population européenne		
	Scolarisable	Scolarisée	TAUX	Scolarisable	Scolarisée	TAUX
1911	1067537	40858	3,82 %	142923	114417	80,05 %
1954	1833623	304015	16,58 %	160348	137006	85,44 %

Tout change dès lors que les musulmans prennent conscience que l'école française apporte un niveau de liberté supplémentaire, que la connaissance de la langue française permet de trouver du travail en Algérie et autorise la recherche du travail en France.

C'est à partir de 1949 que le taux de scolarisation des musulmans suit une progression exponentielle, à telle enseigne que la vitesse de scolarisation des jeunes musulmans est près de 20 fois supérieure à celle de leur expansion démographique pourtant galopante.

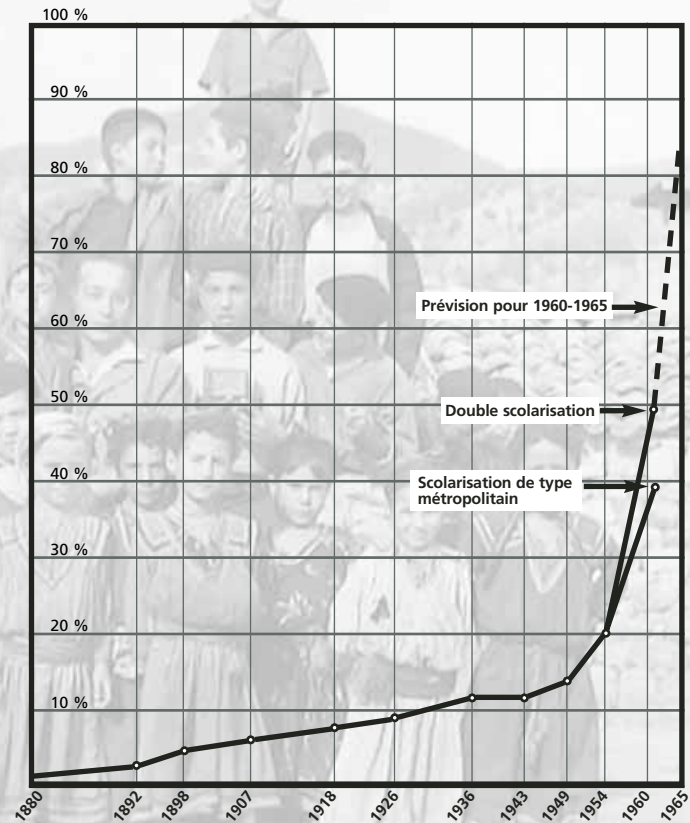
Malgré cela, le retard de la scolarisation dans le primaire a, au début, bouché l'accès du secondaire et du supérieur aux musulmans.

Si bien qu'en 1959 les musulmans ne représentaient que 25 % des effectifs du secondaire et 10 % du nombre d'étudiants dans le supérieur.

A la rentrée 1961, la scolarisation atteint 87 % de musulmans en comptant les écoles tenues par l'armée et les Centres sociaux éducatifs.

Le graphique illustre une amélioration trop tardive.

Evolution des taux de scolarisation musulmane de 1880 à 1960



La poursuite du plan de Constantine (de Gaulle, 1958) pendant une génération aurait sans doute permis une scolarisation généralisée des musulmans.

A l'inégalité dans la scolarisation, il convient d'ajouter l'inégalité dans les réalités et dans les perspectives de promotion sociale pour les élites musulmanes que nous avons formées. Cette dernière différence ne pouvait que créer un sentiment de frustration nourrissant l'esprit de rébellion.

LA RUPTURE (1940-1954)

Le 1^{er} novembre 1954 marque la date officielle de l'insurrection algérienne. L'une des plus douloureuses guerres de décolonisation commençait; ses stigmates sont encore loin d'être effacés. Les origines de cette guerre remontent à loin en arrière. Les nuages annonciateurs de la tragédie s'étaient levés depuis les années 20, avec la montée des inégalités et revendications politiques, sociales ainsi que la contestation culturelle (mouvement des Ulémas).



© Arthur Smet

Le choc de la guerre 1939-1945

La France subit en Algérie le choc de l'écrasante défaite de 1940 ; son prestige et sa réputation militaire en sortent sérieusement écornés. Le débarquement des Américains en novembre 1942 donne au nationalisme algérien une impulsion nouvelle que Ferhat Abbas exprime dès 1943 dans son *Manifeste* du peuple algérien.

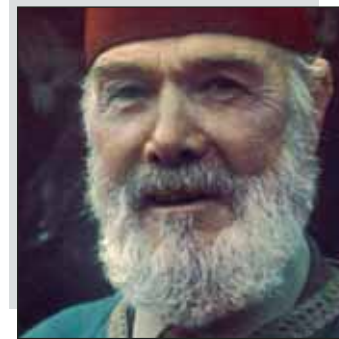
Le choc de Sétif (Constantinois)...

Le 8 mai 1945, à Sétif, un cortège s'organise, groupant des milliers de musulmans qui réclament la libération de Messali Hadj, le leader nationaliste, et la fin de la colonisation. La manifestation dégénère. L'émeute gagne les campagnes où 103 Européens sont massacrés.

La réaction impitoyable, dont le nombre de victimes est bien supérieur au chiffre officiel de 1500, ramène un calme apparent.



© espard



Messali Hadj

© Griceilli

Dix années d'un illusoire répit (1945-1954)

Après son congrès de 1947, le PPA-MLTD (Parti du peuple algérien-mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques fondé par Messali Hadj), se dote dès 1948, d'une Organisation Spéciale (OS) paramilitaire destinée à préparer la lutte armée.

Démantelée, elle se transforme en 1954 en un CRUA (Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action) qui donne naissance en octobre au FLN et à son bras militaire l'ALN.

Un comité de cinq responsables est chargé de préparer l'insurrection au 1^{er} novembre 1954.

La Toussaint sanglante est proche.

Le 1^{er} novembre 1954, encouragés par la défaite française en Indochine, les nationalistes algériens déclenchent l'insurrection par une série d'attentats. Quelques hommes sont à l'origine de ce mouvement révolutionnaire. Leur but est l'indépendance : ils parviendront à l'imposer à la France.

La « Toussaint sanglante »

Le 1^{er} novembre 1954 une trentaine d'attentats et de sabotages revendiqués par le FLN et son bras armé, l'ALN, fait neuf morts sur l'ensemble du pays. Le bilan est maigre, mais la mécanique de l'insurrection en marche.

L'insurrection

Les principaux foyers de l'insurrection sont l'Aurès et la Kabylie, peuplés de montagnards berbérophones.

Le Constantinois, où il y a moins de *Pieds-noirs* est plus touché que l'ouest algérien. Le FLN s'appuiera sur les thèmes de l'indépendance auprès des jeunes et sur celui de la *guerre sainte* (*le Djihad*) auprès des vieux.

Ce sont les éléments les plus radicaux qui finiront par contrôler la révolution, soutenus par le tiers-monde et le « *camp socialiste* »



Ahmed Ben Bella

(né en 1916).

Ancien sous-officier de l'armée française rejoint l'*Organisation Spéciale* (OS) dirigée par Hocine Aït Ahmed et participe à la fondation du FLN.

LES FIGURES HISTORIQUES :



Mohamed Boudiaf (1919-1992)

Ancien adjudant de l'armée française, militant du Parti du Peuple Algérien (PPA) et de l'Organisation Spéciale (OS), il a été coopté par les fondateurs du FLN pour coordonner l'action de l'intérieur et de l'extérieur.

Il meurt assassiné le 29 juin 1992.



Hocine Aït Ahmed

(né en 1926) est une figure majeure de la révolution algérienne. Né en Kabylie, il se voit confier la direction de l'OS, chargée de préparer la lutte armée.



Afin d'étendre son emprise sur la population, et étoffer son dispositif militaire, la rébellion repose sur un appareil politico-militaire élaboré, éliminant de façon radicale son concurrent nationaliste, le MNA. Le FLN est l'organisation politique de l'insurrection, l'ALN son bras armé.

Le **FLN (Front de libération nationale)** apparaît publiquement le 1^{er} novembre 1954 pour engager une lutte de libération nationale contre la « *France coloniale* », et pour la création d'un *État algérien démocratique et populaire*.

Il est animé par ceux qui deviendront les neuf « *chefs historiques* » du **FLN**, dont Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella (futur premier président de la République algérienne indépendante), Krim Belkacem...

L'état-major de cet exécutif s'installe au Caire. Il finira par constituer en septembre 1958 le **GPRA (Gouvernement provisoire de la république algérienne)**.



Krim Belkacem et Amirouche au maquis

L'**armée de libération nationale (ALN)** a pour tâche de conduire la guerre, non seulement contre « *l'occupant* » français, mais également contre tous les « *ennemis de l'intérieur* ». Elle divisera, lors de son congrès de la Soumman (1956), le pays en six régions militaires qu'on appelle *wilayas*.

Après l'installation des lignes *Morice* et *Challe*, l'armement se fait rare, sauf pour les Unités stationnées en Tunisie et au Maroc.

L'**ALN** est organisée en formations de la valeur d'un bataillon (*faïleks*), subdivisées en compagnies (*katibas*) puis en sections (*ferkas*). Par le biais du recrutement local, les effectifs s'élèveront de façon permanente à quelques dizaines de milliers de combattants et d'auxiliaires (*moussebiline*).

Parallèlement, l'insurrection met en place « **l'organisation politico-administrative** », destinée à l'encadrement de la population musulmane.

Cette **OPA** ne cesse de se développer en 1956, instituant des hiérarchies parallèles, politiques, militaires et administratives pour assurer son hégémonie sur la population musulmane.

Le **FLN** est également en lutte contre le **MNA (Mouvement nationaliste algérien) de Messali Hadj**.

Plus puissant en France que le **FLN**, le **MNA** rejette l'idée de lutte armée contre la France, préférant une solution négociée. Il dispose de maquis implantés en Kabylie et sur les Hauts-plateaux.

Le **FLN** en fait sa cible privilégiée, anéantissant ses maquis en Algérie et son organisation syndicale en Métropole.

Par nature, la « *guerre révolutionnaire* » cherche à renverser l'ordre établi (révolution) au moyen de la violence (terrorisme et guerre). Les dirigeants du FLN devront aussi composer avec l'islam pour être suivis de la masse musulmane ; une fois au pouvoir, ils créeront une république socialiste totalitaire, marquant ainsi leur filiation révolutionnaire.



Lénine



Mao Tsé Toung

Nature de la guerre révolutionnaire :

L'idéologie et la politique y sont intimement mêlées, selon les principes de Mao Tsé Toung. Ce sera donc une **guerre civile** (un seul modèle, imposé) et une **guerre totale** puisqu'elle touche tous les aspects de la vie sociale de la population.

Conditions nécessaires :

- La rébellion réunit toutes les conditions du succès :
- **contexte favorable** (oppositions internes, misère) ;
 - **appuis internationaux** (URSS, Ligue arabe, Anglo-saxons) ;
 - une **minorité révolutionnaire** formée et décidée ;
 - une **organisation structurée** (wilayas, régions, secteurs, etc.) ;
 - une **population disponible**.

Les méthodes de la guerre révolutionnaire :

La **subversion** : technique d'affaiblissement du pouvoir et de démoralisation de la population pour en prendre le contrôle.

Le **terrorisme** : frappe les populations innocentes, représentants du pouvoir et ses partisans ; il réalise des **massacres de masse** et des **destructions**, recherchant la publicité.

La **lutte armée** : elle est menée si la subversion ne suffit pas. En Algérie, le FLN l'a généralisée et perdue. Mais le problème algérien était plus politique que militaire.



Exposés sur la route, quelques-uns des 21 musulmans égorgés par le FLN, le 22 mars 1956, près de Seddouk.

L'indépendance obtenue à la suite des accords d'Évian confirme bien la théorie de Mao : en guerre révolutionnaire, la politique prime sur le facteur militaire, dès lors qu'elle bénéficie d'un appui international. Une défaite des armes quasi-totale s'est conclue par une victoire politique incontestable.

D - LA RÉBELLION

« *La guerre d'Algérie a été gagnée en France* » a proclamé le FLN.

La métropole n'a pas échappé au conflit algérien. 6 000 nord-africains et 400 métropolitains furent tués par le seul FLN. Ces actions furent soutenues par certains intellectuels et hommes politiques opposés à la politique nationale, parmi eux, les « porteurs de valises ».

Période 1954-1958, la prise en mains

Le FLN procède d'abord à l'élimination du **MNA** qui domine les 200.000 algériens vivant en France : **assassinats, tortures, racket**. Le gouvernement ne réagit pas. Le FLN se procure aussi de l'**armement** et des **fonds** par des complicités et l'imposition forcée.

Tarifs mensuels du racket FLN (en francs anciens) : femme 500, ouvrier 2000, prostituée 5000, taxi 8000, commerçant 10.000. De janvier 55 à mars 62, cet « impôt » rapportera au FLN environ 40 milliards prélevés de force sur 150.000 « cotisants ».



J. Soustelle

27 août 1958 : la guerre en France

Été 58, le FLN porte la guerre en France : attentats, assassinats : **1 sénateur, 3 députés** sont tués, blessés ou agressés dont J. Soustelle. Le gouvernement réagit : **rappel de réservistes, garde des points sensibles**, création d'une coordination et d'une **FAP** (« Force auxiliaire de police ») à base de harkis.

En un an, plus de 1800 responsables du FLN sont arrêtés : le FLN déclare « *se trouver dans une situation catastrophique* ».

Les soutiens

Mais il trouva de nombreux et puissants soutiens auprès de réseaux d'**intellectuels** (Sartre, Mauriac, Marguerite Duras), d'**artistes**, d'**avocats** (Vergès), d'**hommes politiques**, d'**agitateurs internationaux** (Curiel), de **prêtres** et du **parti communiste**.

Le réseau des « **porteurs de valises** » autour de Francis Jeanson assura la logistique et le transport des fonds recueillis ou extorqués aux musulmans.

Son démantèlement entraîne la publication, en 1960, du *Manifeste* des 121 revendiquant le droit à l'insoumission.

Le triomphe du FLN en France s'est réalisé au détriment de la masse musulmane immigrée qui en paya le prix du sang.

La guerre d'Algérie fut aussi une guerre civile qui n'a pas pris fin après le cessez-le-feu du 19 mars, ni même avec l'indépendance de l'Algérie.



Sartre et Simone de Beauvoir

En 1830, avec l'accord tacite de l'Europe, la France a conquis l'Algérie pour, entre autres raisons, faire cesser la piraterie en Méditerranée. Pourtant, notre présence sera ultérieurement mise en cause par de nombreux pays. Bien que méconnue, cette ingérence étrangère pèsera très lourd dans la naissance et l'évolution du conflit algérien.

Ces oppositions émanaient de différents pays :



Gamal Abdel Nasser et Khrouchtchev

- Dès les années 20, les **Soviétiques** et leur organisation internationale (le Komintern), soutiendront les nationalistes du Maghreb : création du PCA (Parti Communiste Algérien), aides à la presse, formation de cadres en URSS, aide au renseignement).
- L'**Espagne franquiste** et les **puissances de l'Axe** (Allemagne nazie et Italie fasciste) apporteront leur soutien aux mouvements nationalistes maghrébins.
- Les **Américains** (Roosevelt, et son représentant à Alger Murphy), dès 1943, cautionneront Ferhat Abbas et le sultan du Maroc.
- La **Ligue Arabe**, sous l'impulsion de Nasser, crée un « **Comité de libération du Maghreb** », une « **Caisse de l'Algérie** » et une station radio importante, la « **Voix des Arabes** ».

L'Internationalisation du conflit :

Après Messali Hadj, le FLN recherche, dès 1954, l'internationalisation du conflit : à la Conférence du Tiers-monde, tenue à Bandoeng en 1955, « *le problème algérien est introduit au plan international* ».

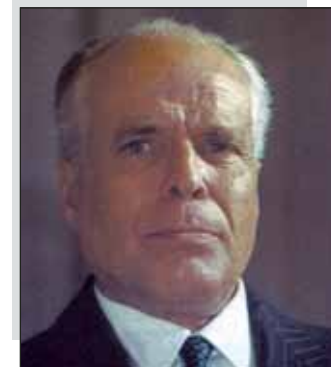
Les crises de Suez (1956) et de Sakhiet-Sidi-Youssef (février 1958) seront exploitées pour demander la condamnation de la France, obtenue en 1961 après l'affaire de la base de Bizerte opposant la France à la Tunisie.



M'hamed Yazid

Le représentant du FLN à l'ONU, M'hamed Yazid, s'y montrera très efficace dans la préparation de la Résolution 1514 de l'ONU votée le 19 décembre 1960. Celle-ci reconnaît la légitimité des luttes de libération nationale.

En 1964, le président américain Johnson déclarera : « *La France a remporté en Algérie une victoire militaire transformée en échec par la politique internationale* ».



Bourguiba

Pendant les premiers mois du conflit, la rébellion, dont les moyens sont très réduits, a recours délibérément à une stratégie de terreur visant à provoquer des représailles, et par là, creuser un fossé de sang entre les communautés. L'irréversible sera atteint en août 1955 avec les massacres d'El Halia et de Philippeville.

Durant la première année de l'insurrection, les actions de guérilla et de terrorisme ont lieu presque exclusivement dans la partie orientale du pays. Les bandes armées échappent aux opérations de ratissage de l'armée française, certaines en se repliant en Tunisie ; elles étendent leur action d'un douar à l'autre.

À l'été 1955, le FLN intensifie son action dans le Constantinois.

À Philippeville et dans la mine d'El Halia, le 20 août, des milliers de musulmans massacrent les Européens rencontrés. Il s'en suit une sévère répression.



© Vautier

Fin 1955, l'Ouest Oranais, proche du Maroc nouvellement indépendant, est gagné à son tour par la rébellion.

Le FLN a atteint son but. La coexistence entre les deux communautés est sérieusement compromise.

De fin 1955 à 1956, les services de renseignements ne peuvent que suivre les progrès de l'insurrection. Dans les premiers jours de 1957, l'Algérie entière est quadrillée et encadrée par le FLN ; même Alger, épargnée jusque-là, est gagnée à son tour par ce processus de « *contamination et de pourrissement* ».

D - LA RÉBELLION

Face à une rébellion qui, en dépit de sa faiblesse militaire, possède l'avantage de la connaissance du terrain et bénéficie du soutien, forcé ou spontané, d'une partie de la population, la France se voit obligée pour lui faire face d'engager des moyens militaires considérables. Ceux-ci devront attendre 1956 pour être stabilisés, tant dans leur volume que dans leur articulation.



© Jacques Guirarchi

Aux débuts de l'insurrection, l'armée française faute de cadre juridique, d'effectifs et d'adaptation, peine à opposer une riposte efficace à cette forme de combat.

L'arrivée du général Salan, désigné en 1956 commandant en chef en Algérie, permettra de redresser la situation. Il obtient des renforts (400000 hommes en 1957), des pouvoirs spéciaux, et réorganise ses moyens.

Ainsi, le général Massu reçoit délégation des pouvoirs de police dans le département d'Alger.

L'armée de terre se trouve alors confrontée à de multiples missions.

- **Militaire** : destruction des *bandes* armées.
- **Policière** : démantèlement des réseaux terroristes et de l'OPA.
- **Pacificatrice** : protection des populations civiles et de leurs biens.
- **Psychologique et sociale** : rallier la masse de la population musulmane à la cause française, notamment par l'action sociale des Sections administratives spécialisées (SAS).

Les forces ainsi rassemblées, soutenues par la marine et l'aviation, sont articulées en deux manières :

Les régiments de secteur, chargés du quadrillage du territoire, doivent assurer sa sécurité, secondés par les unités territoriales, et supplétives (harkis, *moghaznis* des SAS...).

Les réserves générales (légionnaires, parachutistes, commandos de l'air et de la marine...) traquent, elles, les unités rebelles dans leurs bastions montagneux, déclarés zones interdites.



© Arthur Smet

Aucune victoire par l'action militaire et policière ne peut se concevoir sans l'adhésion durable et sincère des populations musulmanes à la France. Cette conquête des cœurs incombe principalement aux sections administratives spécialisées (SAS), en charge de l'action sociale, administrative et politique.

Avant 1955, la sous-administration de l'Algérie favorise l'endoctrinement de la population et son ralliement à la rébellion.



Le Gouverneur Général d'alors, Jacques Soustelle, prend conscience du danger.

Il crée, dès septembre 1955, le *Service des affaires algériennes* chargé de recruter dans l'armée des officiers pour administrer les populations locales.

C'est ainsi que naissent les SAS, Sections administratives spécialisées. Elles seront 700 réparties dans le bled sur l'ensemble du territoire.

Dans les principales agglomérations, leurs homologues seront les SAU (Sections administratives urbaines), créées à partir de 1957.

Sous la double autorité de l'armée et de l'administration civile, elles ont pour mission d'encadrer, d'administrer et de contrôler les populations. Secondées par des instituteurs et médecins militaires, des Équipes féminines (EMSI), elles assurent de multiples missions dans des contrées largement déshéritées : scolarisation, protection sanitaire y compris évacuations par hélicoptères vers les hôpitaux, distribution de vivres et création d'emplois...



Photos : © Ginette Thevenin-Copin



Un rapport de la Wilaya IV de mars 1958 affirme que « les SAS sont un danger permanent qui plane sur la confiance que nous accorde le peuple ».

Cibles privilégiées, les SAS déploreront la mort de 70 officiers, 33 sous-officiers, 42 attachés et 607 *moghaznis*.

Forces en action : LES TROUPES DE SECTEUR

Pour l'essentiel composées d'appelés du contingent, les troupes de secteur constituent la grande majorité des unités déployées sur tout le territoire algérien.

Implantées dans un réseau de 5.430 postes (de la simple tour de garde au poste de compagnie), elles sont soumises à des conditions de vie le plus souvent sommaires.

Secondés par les Unités Territoriales et supplétives (harkis, *moghaznis* des SAS...), les régiments de secteur doivent assurer la sécurité, d'un territoire quadrillé en quartiers et sous-quartiers de pacification confiés à leurs bataillons et compagnies.

Aux côtés des régiments métropolitains de l'Armée de terre et des Troupes de Marine (ex-Coloniale), il faut mentionner les unités relevant de l'Armée d'Afrique : les Tirailleurs algériens, les Zouaves, les Tirailleurs sénégalais.

Les missions :

- contrôler le **terrain** de jour comme de nuit par une présence maximum : patrouilles, embuscades, observation ou « *chouf* », escortes, ouverture de routes et de voies ferrées,



Collection Particulière



- surveiller, et encadrer la population.
- protéger les points sensibles,
- assurer la surveillance des barrages est et ouest,
- améliorer les conditions de vie locales en liaison avec les SAS (*ouverture de pistes, constructions d'écoles, scolarisation, mise en œuvre de l'Assistance Médicale Gratuite...*).

L'équipement :

Souvent désuet au départ, il finira par s'améliorer au fil des ans.

La menace de la routine :

la routine des missions et de leur accomplissement (gardes, embuscades, patrouilles, ouvertures des voies de communication) finit par créer **une menace au quotidien notamment sur le moral.**

Les troupes de secteur et leurs commandos de chasse créeront les conditions de la maîtrise du terrain.

E - L'ARMÉE FRANÇAISE FACE À LA RÉBELLION : L'ADAPTATION

L'UNC présente : « **LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ** »

L'Algérie est une succession de massifs montagneux. C'est à la 27^e Division d'Infanterie Alpine (DIA) que, de 1955 à 1962, sera confiée la tâche de combattre dans le bastion des montagnes kabyles.

En 1955, la division prend pied en Kabylie, vaste zone montagneuse habitée par une population d'origine berbère ; de tradition démocrate, cette population est rétive à toute autorité extérieure et de ce fait, rallie l'insurrection.

Elle s'installe immédiatement dans tous les villages d'altitude. Le PC est à Tizi Ouzou, avec les artilleurs du 93^e RAM (Régiment d'Artillerie de Montagne) ; six bataillons de chasseurs et deux régiments alpins sont éclatés en postes plus ou moins importants.



Très vite les Alpins vont investir le terrain, hiver comme été, et être confrontés à la rébellion particulièrement tenace, active et parfaitement aguerrie de la willaya III, commandée par le redoutable colonel Amirouche.

Parallèlement, ils entreprennent de tisser des liens avec les populations montagnardes.

En 1962, la rébellion armée avait quasiment disparu du massif, mais chaque bataillon de la 27^e DIA a perdu en moyenne quatre-vingts hommes : officiers, sous-officiers et chasseurs.

Malgré les ordres reçus, les Alpins vont cependant réussir à faire rentrer avec eux une grande partie des fidèles harkis qui leur avaient fait confiance.

Dès la fin de l'année 1954 le gouverneur général en Algérie et le commandement militaire, préoccupés par l'accroissement des troubles, organisent des groupes d'autodéfense au sein des populations locales.

Différents types d'unités de supplétifs voient progressivement le jour au cours de l'année 1955.

LES SUPPLÉTIFS MUSULMANS



Ils appartiennent à des unités de nature variée :

- les *harkis* (les plus nombreux),
- les Groupes mobiles de sécurité (GMS),
- les Unités territoriales de protection rurale (UTPR) créées dans le Constantinois, Groupes d'autodéfense (GAD).

En 1961, leurs effectifs atteignent 130000 hommes.



LES UNITÉS TERRITORIALES (UT)

Mises en place en 1955, elles sont formées de *Pieds-noirs réservistes*; ceux-ci consacrent trois à cinq jours par mois à des missions de garde statique de points sensibles.

Les UT ont vécu près de cinq ans.

Elles ont participé très activement aux événements du 13 mai 1958 à Alger et à la semaine des barricades de janvier 1960.

Les UT sont dissoutes en mars de la même année ; certains de ses membres rejoignent l'OAS en 1961.



Plus sans doute que d'autres subdivisions d'armes, légionnaires et parachutistes s'impliquent avec détermination dans cette guerre.

Troupes de réserve générale, elles interviennent sur n'importe quel point du sol algérien. Le FLN les considère comme leur adversaire le plus redoutable.

La Légion étrangère

En 1956, elle compte dix régiments au combat, six d'infanterie, deux de cavalerie (REC), deux de parachutistes (REP) et quatre compagnies sahariennes portées de légion (CSPL).

A titre d'exemple le 1^{er} REP : il est au cœur de la Bataille d'Alger. Il perd son chef de corps, le lieutenant-colonel Jeanpierre, sur le barrage est (Djebel Mermera) le 29 mai 1958.

Impliquée dans le putsch de 1961, cette unité sera dissoute

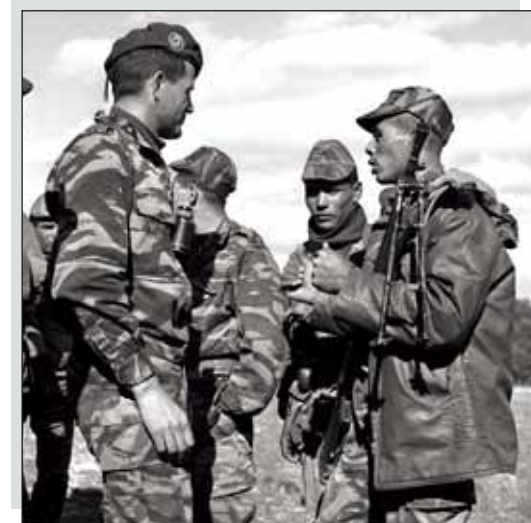


Les parachutistes

forment l'essentiel des forces d'intervention. Ils sont articulés en deux grandes unités :

Les 10^e et 25^e Divisions parachutistes, fortes chacune de sept régiments dont des régiments de cavalerie et d'artillerie.

À Timimoun, fin 1957, Bigeard et le 3^e RPC de la 10^e DP, démantèlent en trois semaines une forte bande rebelle grâce à l'emploi combiné des moyens terrestres et aériens.



Ces unités de réserve générale feront preuve de la plus grande réactivité.

E - L'ARMÉE FRANÇAISE FACE À LA RÉBELLION : L'ADAPTATION

L'UNC présente : « LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ »

À partir de 1959, instruite par ses revers, l'ALN change de stratégie ; elle se réorganise en petits groupes très mobiles, beaucoup moins vulnérables.

En réaction, le commandement met sur pied des groupes d'intervention eux aussi mobiles, directement rattachés aux troupes de secteur : les commandos de chasse.

Les commandos (ils seront 74) sont composés d'appelés volontaires et comportent dans leurs rangs de nombreux harkis et rebelles ralliés.



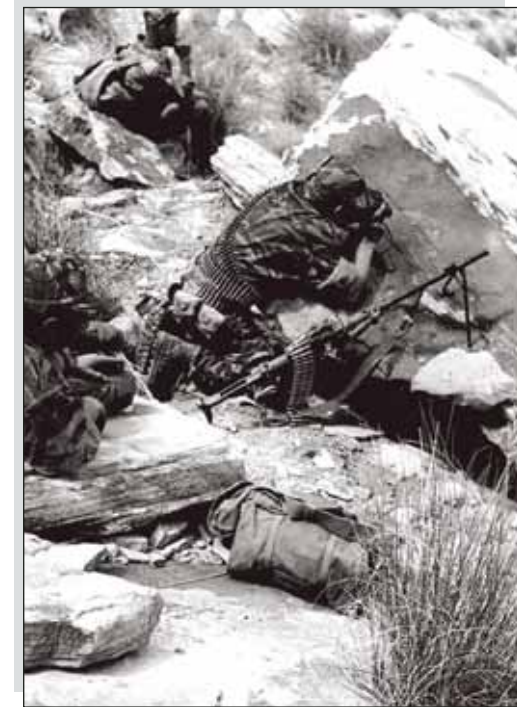
Missions :

- Renseigner le commandement ;
- Créer par infiltration une insécurité permanente chez l'adversaire ;
- Localiser, fixer les bandes ennemies et, en liaison avec les appuis feu, permettre ainsi leur destruction.

Coueurs infatigables du djebel, forgés dans l'épreuve, partageant les mêmes souffrances, cultivant le même élitisme, jeunes Français et musulmans sont unis dans une commune fraternité d'armes et un respect réciproque.

Ainsi le commando Georges, constitué exclusivement d'ex-soldats de l'ALN, pour un effectif sous les armes de deux cents combattants, est parvenu en trois ans d'existence à mettre hors de combat un millier d'adversaires.

Intrépides et redoutés, les commandos de chasse ont contribué à répandre l'insécurité dans les djebels et à réduire les forces de l'ALN.



La Marine nationale, aux côtés des autres armes, a joué un rôle significatif dans les opérations en Algérie : contrôle des approches maritimes et participation aux opérations terrestres.

Les opérations de surveillance maritime :

Il fallait couper la rébellion de ses approvisionnements extérieurs par un blocus rigoureux.

Sur la côte, des vedettes côtières, et surtout de très petits bateaux empruntés aux pêcheurs locaux, les *lamparo* assurent la surveillance.



Lamparo

Collections Particulières

Au large, la surveillance maritime incombe aux escorteurs côtiers.

Les interceptions les plus importantes sont le fruit de renseignements obtenus par les services spécialisés.

Au total, 1 350 tonnes d'armes (22 000 fusils, 2 400 mitrailleuses, etc.) furent saisies, de quoi équiper la totalité des forces de la rébellion lorsqu'elle était à son apogée, en 1958.

Les opérations terrestres :

Elles sont menées essentiellement par la **Demi-brigade de fusiliers marins (DBFM)** forte de trois bataillons à cinq compagnies de combat.



Collections Particulières



Fusiliers marins déposés au sol par un hélicoptère H34

Collections Particulières

À partir de juillet 1960, face à des forces rebelles réduites, la DBFM peut se consacrer en Oranie, aux tâches de pacification et à l'étanchéité de la frontière ouest.

En six années d'existence, la DBFM a compté 197 tués et 254 blessés. Elle a mis hors de combat plus de 3 000 rebelles, et réalisé un travail exemplaire de pacification.

Il faut également souligner le rôle de l'aéronautique navale, qui collabora efficacement avec les forces terrestres.

La marine parvint à ramener tous ses harkis en France.

E - L'ARMÉE FRANÇAISE FACE À LA RÉBELLION : L'ADAPTATION

L'UNC présente : « LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ »

L'aviation va intervenir sur un vaste territoire dans des conditions extrêmes de relief et de climat pour les appareils et les équipages.

Les moyens aériens appartiennent alors à trois composantes distinctes :

- L'armée de l'Air ;
- L'aéronavale (rattachée à la marine) ;
- L'aviation légère d'observation d'artillerie intégrée à l'armée de Terre (ALOA), qui deviendra rapidement l'ALAT.



North american T6

**L'armée de l'Air perdra
1047 hommes.**

Photos : Collections Particulières



L'armée de l'Air participe aux opérations sous différentes formes : observation, renseignement, commandement, transport.

Par son appui-feu (mitrillage, bombardement, tir de missiles), elle apporte son soutien aux troupes au sol.

En 1955, l'armée de l'air crée des commandos, utilisés comme unités d'intervention parachutées ou héliportées.

Naissance de l'ALAT

(Aviation Légère de l'Armée de Terre).

Outre sa mission initiale, l'observation, l'ALAT va mettre en œuvre une nouvelle composante tactique : l'hélicoptère de combat et de transport.



T-28 Fennec

L'année 1956 marque le début du retournement de la situation. Après les massacres de Philippeville et le renforcement de la rébellion, la France réagit : envoi du contingent en Algérie, désignation de responsables déterminés tant militaires que civils : le général Salan, commandant en chef, Robert Lacoste, Résident Général et représentant du gouvernement.

Jusqu'en 1957, le FLN a l'initiative en Algérie.



Robert Lacoste

© Collection Gorlin

Nommé en Algérie en 1956, **Robert Lacoste** peut réagir énergiquement. Il a à sa disposition grâce à l'arrivée des rappelés et des appelés, à l'allongement du service militaire, des effectifs de l'ordre de 450000 hommes sans compter les supplétifs musulmans.

En complément des SAS créés en 1955, le **général Salan** innove :

- Mise en cohérence des découpages administratifs et opérationnels ;
- Création des « réserves générales » ;
- Lutte contre le terrorisme urbain.



© Arthur Smet



© Paris-Match



© Grevin

La « Bataille d'Alger »

Le général Massu, commandant la 10^e DP reçoit les pleins pouvoirs y compris de police pour neutraliser à Alger les réseaux terroristes poseurs de bombes.

C'est la « Bataille d'Alger » de l'année 1957.

En neuf mois, l'appareil politico-militaire du FLN est détruit, ses chefs liquidés (Ali la Pointe, Ben Mhidi) ou arrêtés (Yacef Saadi).

Les attentats cessent à Alger.

Confiée à l'armée, la bataille d'Alger a été gagnée par des méthodes contestées, mais couvertes par le pouvoir politique.

1958-1959 : LA RÉBELLION EN DIFFICULTÉ

À partir de 1957, l'armée dispose enfin des moyens militaires indispensables à l'accomplissement de ses missions. Elle met en œuvre une stratégie visant à couper la rébellion de ses bases extérieures (Maroc et Tunisie), puis à la détruire dans ses bastions.

FERMER LES FRONTIÈRES

Contre les infiltrations venues de Tunisie et du Maroc, de puissants barrages électrifiés, minés et surveillés sont dressés. Toute intrusion d'hommes ou transport d'armes est rapidement intercepté. Ainsi, à l'extérieur, l'ALN est paralysée, à l'intérieur, elle est rapidement exsangue.

DÉTRUIRE LES FORCES REBELLES

Le général Challe met en œuvre un plan qui porte son nom. Il est constitué d'opérations de vaste ampleur, qui balaient l'Algérie d'Ouest en Est de 1959 à fin mars 1960 : les opérations *Courroie, Étincelle, Jumelles...*



© J. Baptiste Ferracci

Le schéma est toujours le même : bouclage des zones rebelles, ratissage de l'espace, et destruction des bandes par la réserve générale assistée par les commandos de chasse.

Les résultats sont là : la moitié du potentiel de l'ALN est détruite.

En quelques mois, le moral des fellaghas privés de tout renfort est au plus bas, et les ralliements se multiplient. Cette situation amènera, en 1960, Si Salah, le chef de la Willaya IV (Algérois) à proposer au général de Gaulle un arrêt des combats

avec regroupement des troupes de l'ALN de l'intérieur dans l'attente de la mise en œuvre du référendum d'autodétermination. Le chef de l'État le refusera.

RALLIER LA POPULATION

Parallèlement se développe une vaste entreprise de contrôle et d'encadrement des populations soumises à une politique de regroupement en villages.

Ces regroupements privent la rébellion d'une grande partie de ses ressources, de ses appuis et facilitent l'action des SAS. Cette politique de regroupement est confirmée par le projet des « 1000 villages » du plan de Constantine annoncé en octobre 1959 par de Gaulle.



© J. Baptiste Ferracci

Cette action de « pacification » donne des résultats qui restent fragiles. En effet, la confiance des populations n'est pas sans dépendre de la volonté politique affichée par la métropole.

E - L'ARMÉE FRANÇAISE FACE À LA RÉBELLION : L'ADAPTATION

L'UNC présente : « **LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ** »

L'action des « services spéciaux » (ou services secrets) pendant la guerre d'Algérie fut nécessairement discrète, donc peu connue, mais très efficace ; elle s'exerça dans quatre directions : recherche de renseignements, liquidation physique des trafiquants d'armes, destructions diverses, intoxication de l'adversaire. Elle fut réorganisée à partir de 1957 par le CCI ou Centre de Coordination Interarmées.



Collection Particulière

Colonel Simoneau

Aux ordres du colonel Simoneau, le CCI met en œuvre les spécialistes du renseignement, des écoutes radio, du contre-espionnage et de l'action.

ORGANIGRAMME DU CCI

Colonel Simoneau		
S.R. opérationnel	Contre-espionnage colonel Ruat	Service Action et Services techniques
Poste aux CA	Postes aux CA	11 ^e Choc équipes spéciales
Postes ad hoc	DOP (détachements opérationnels de protection)	Radio-gonio écoutes décryptement

LES MISSIONS :

- « HOMO » : Élimination des trafiquants d'armes (attentats, assassinats).
- « ARMA » : Destruction de bateaux, d'installations, d'armes.
- « INTOX » : Manipulation de personnes ou d'unités en provenance de l'ALN ou surtout du MNA : Affaires Bellounis (1957-1958), Kobus (1956-1958), FAAD (1960-1961).

Ces missions sont pilotées par le BEL (bureau d'études et de liaisons) du colonel Jacquin et le GRE (groupe de recherche et d'exploitation) du capitaine Léger.

Elles ne seront pas toutes couronnées de succès.

L'action d'ensemble fut si efficace que le général de Gaulle demanda « Pourquoi ne l'a-t-on pas fait plus tôt ? ».



© Jean-Jungmann

Général Jacquin

F - LES TURBULENCES D'UNE GUERRE

L'UNC présente : « LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ »

La guerre d'Algérie, comme toutes les guerres, a vu s'exprimer la violence ; mais la nature et le degré de celle-ci ne furent pas les mêmes dans les deux camps.

■ La rébellion en fit une stratégie délibérée de terreur de masse : attentats, tortures, liquidation des opposants, purges internes et massacres collectifs causèrent des dizaines de milliers de victimes.



© ALAN

■ Les forces de l'ordre, confrontées à la logique du contre-terrorisme, n'ont pas pu éviter les écueils de la répression. Elles durent également appliquer, pour obtenir les indispensables renseignements, des méthodes brutales à des milliers de suspects dont certains étaient étrangers à la rébellion et à son terrorisme.

Ces deux types de violences n'ont pas reçu le même traitement.

Les médias et les intellectuels ont cru pouvoir justifier celles de la rébellion au nom de la « Révolution ». Les mêmes n'ont cessé de condamner les violences des forces de l'ordre au nom de la « Démocratie ».

Un demi-siècle s'est écoulé : rien n'a changé.

On fait silence sur les crimes de la rébellion, mais on rappelle en permanence et sans nuance les exactions des forces de l'ordre... donnant l'impression insupportable et fallacieuse que tous les acteurs français du drame algérien, notamment les appelés, ont, eux aussi, usé de la violence la plus extrême.



© La Nouvelle Revue de l'Histoire

« *L'honneur d'un capitaine* » : le beau film de Pierre Schoendorffer évoque la mise en accusation de l'armée pour ses pratiques dans la lutte antiterroriste pendant le conflit "algérien".

F - LES TURBULENCES D'UNE GUERRE

L'UNC présente : « **LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ** »

Pendant la guerre d'Algérie, le FLN a su habilement utiliser la technique de désinformation. L'armée française réplique avec un dispositif d'action psychologique à destination de la population musulmane.

Depuis 1962, la désinformation se poursuit.

Actions du FLN.

Pour le FLN, il s'agit de rendre la métropole hostile à la guerre et favorable à l'indépendance de l'Algérie.

Il a donc utilisé l'arsenal classique des mensonges, des silences, de la sélection des informations, du matraquage de certains thèmes :

- les *Pieds-noirs* étaient des *exploiteurs*, la France avait peu fait en 130 ans, la violence du FLN était *légitime*, les *harkis* étaient des *traîtres*, l'armée ne faisait que *torturer* et *massacrer*.

Ces affirmations étaient reprises par les soutiens métropolitains du FLN.



Collection privée « Oudinet »

Répliques de l'armée.

Pour contrer ces actions subversives, l'armée met sur pied à l'initiative du colonel Lacheroy, un dispositif parallèle d'action dite psychologique confiée à un 5^e Bureau dont le FLN dira : « *Nous avons alors compris que l'armée était capable de contrer notre action* ».



Et toujours la désinformation !...

Depuis 1962, la désinformation se poursuit, entretenue par le FLN et ses soutiens politiques et idéologiques. Ceux-ci ont avancé longtemps le million de martyrs algériens dans leur lutte pour l'indépendance. Ils continuent de faire silence sur les exactions du FLN. Pour illustrer la torture, un grand quotidien national du soir n'hésita pas à publier cette photo qui s'avère tronquée.



© Histoire magazine

Présentée comme une scène de torture, cette photo était en réalité celle d'une soirée arrosée par des soldats libérables.



Photo truquée



Partie tronquée

Un important quotidien du soir

F - LES TURBULENCES D'UNE GUERRE

L'UNC présente : « **LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ** »

LES ESPÉRANCES DÉÇUES DE 1958

Inquiète de la politique parisienne et indignée par l'annonce du FLN de l'exécution de trois jeunes appelés, Alger s'insurge le 13 mai 1958 et réclame le retour de de Gaulle au pouvoir dans un climat de fraternisation entre les communautés européennes et musulmanes.

C'est chose faite le 1^{er} juin ; immédiatement, de Gaulle entame un premier déplacement en Algérie.



Manifestations de mai 1958 à Alger

A Alger le 4 juin, il proclame le fameux « **Je vous ai compris** » et deux jours plus tard à Mostaganem, il lance « **Vive l'Algérie française !** »

Le 16 septembre 1959, l'annonce de l'autodétermination du peuple algérien apparaît en contradiction avec ces déclarations prometteuses de juin 1958.

Cette nouvelle orientation de la politique algérienne refusée par la communauté européenne et une partie de l'armée conduira aux drames de 1960 (la rupture avec les Pieds-noirs et les barricades d'Alger), de 1961 (la rupture avec une partie de l'encadrement d'active de l'armée et le putsch), et de 1962 (l'OAS et ses conséquences)...

La priorité réelle du général de Gaulle n'était pas l'Algérie mais la restauration des institutions, de l'économie et de la position de la France dans le monde. S'estimant pressé par le temps, contrairement au FLN, il brusqua les choses pour libérer au plus vite la France du « fardeau algérien ». Les espérances de la communauté *pied-noir* , d'une partie de l'armée et de la communauté musulmane, nées le 13 mai 1958, furent dramatiquement déçues.

F - LES TURBULENCES D'UNE GUERRE

L'UNC présente : « **LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ** »

LA POLITIQUE D'AUTODÉTERMINATION

Après Mostaganem en juin 1958 et jusqu'en septembre 1959, l'objectif officiel politique et militaire consiste apparemment à garder l'Algérie à la France.

Le discours du Général le 16 septembre 1959, annonce l'autodétermination, c'est-à-dire la consultation des populations. Il marque la naissance d'une autre stratégie.

Ce brutal changement de cap s'accompagne de manœuvres diplomatiques secrètes avec le FLN et inquiète les *Pieds-noirs* et les responsables de l'armée.

Le processus annoncé sera mené à son terme malgré tout.

Le discours du 16 septembre 1959 :

À la télévision, de Gaulle annonce la nouvelle donne : « *Je considère comme nécessaire que ce recours à l'autodétermination soit, dès aujourd'hui, proclamé.* »

Il annonce trois solutions concevables (qui) feront l'objet de la consultation : « *sécession, francisation ou bien gouvernement des Algériens par les Algériens appuyés sur l'aide de la France* ».

Assurément, la troisième solution a sa préférence.



© Halima Lefebvre/Paris Match

Les *Pieds-noirs* d'Alger se révoltent : c'est la *semaine des Barricades* (24 janvier 1960).

Le général Challe, ayant refusé d'employer la force, est muté. Salan s'exile en Espagne. Soustelle, ministre, démissionne.

De Gaulle persiste et, le 4 novembre 1960, annonce l'Algérie algérienne ; tant en Métropole qu'en Algérie, il gagne le référendum sur l'autodétermination en janvier 1961.

Immédiatement, l'OAS est créée à Madrid.

Le 22 avril, Challe déclenche son *putsch* qui échoue...



© Halima Lefebvre/Paris Match

Une mise en œuvre difficile.

Le FLN, qui craint d'être piégé, refuse momentanément toute perspective de consultation. L'armée s'inquiète : le général Massu avoue ne plus comprendre de Gaulle ; il est limogé.



La politique d'autodétermination est menée à son terme avec les *Accords d'Evian conclus le 18 mars 1962* avec le FLN, le cessez-le-feu du 19, les consultations en métropole et en Algérie qui s'en suivent.

G - VERS LA FIN

L'UNC présente : « *LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ* »

LE PUTSCH DES GÉNÉRAUX

Après les Barricades d'Alger en janvier 1960 et avant l'OAS, le putsch du 22 avril 1961 est une des conséquences de la politique d'autodétermination annoncée le 16 septembre 1959.

En deux ans, on est passé de l'Algérie française à l'Algérie algérienne.

Les responsables de l'armée ne comprennent plus ; la population musulmane, enjeu de la guerre, comprend que la France se désengage et bascule définitivement vers le FLN ; des officiers activistes reprennent le flambeau des barricades et se mettent à préparer ce qui sera le putsch.

La préparation :

L'opération est préparée à partir de Madrid, Alger et surtout de Paris où se nouent des contacts entre militaires et politiques (J. Soustelle, G. Bidault). Ces préparatifs n'échappent pas aux services de sécurité, mais ne suscitent pas de réactions du pouvoir.

Les chefs :

Le général Challe accepte de prendre la tête de cette révolte, avec l'espoir d'amener le général de Gaulle à revenir sur sa politique. Il est suivi des généraux Jouhaud, Zeller puis Salan, ainsi que de régiments parachutistes, à l'imitation du 1^{er} REP commandé par Hélié de Saint-Marc, ancien déporté, soldat d'élite.



Le général Challe

À son procès, le général Challe déclarera : « *Il n'y a pas de raison d'État... qui puisse obliger un homme à faire du parjure son pain quotidien* ».

À celui du général Salan, le général de Pouilly, gaulliste, témoignera : « *J'ai choisi la discipline, j'ai également choisi de partager avec mes concitoyens et la nation française la honte d'un abandon... l'histoire dira peut-être que leur crime fut sans doute moins grand que le nôtre* ».



Les opérations :

Dans la nuit du 21 avril, Alger est investie par les paras ; les états-majors hésitent ; les appelés ne suivent pas et, en trois jours, le putsch échoue.

Le général Challe se rend : de Gaulle a gagné et va pouvoir poursuivre sa politique.

Une sévère répression s'abat sur les cadres de l'armée acteurs du putsch, prison, démissions, mesures policières.

Une génération entière en restera marquée.

G - VERS LA FIN

L'UNC présente : « **LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ** »

L'ORGANISATION ARMÉE SECRÈTE (OAS)

Pour lutter contre la politique algérienne du général de Gaulle, l'OAS est créée à Madrid en janvier 1961 par Pierre Lagaille, Jean-Jacques Susini et le général Raoul Salan. Elle se développe après le putsch d'avril en Algérie et en métropole, structurée par le colonel Yves Godard. Sans soutiens elle échouera. Après juin 1962, ses membres se disperseront en Espagne, Italie, Amérique du sud.

L'organisation :

L'Algérie est divisée en trois zones opérationnelles : Alger, Oran et Constantine.

Chaque zone comporte une structure ternaire : Organisation des masses, Propagande, Action.

En métropole elle est dirigée par le général Vanuxem et le capitaine Sergent (1^{er} REP).

Les actions :

Les actions de l'OAS (propagande, grèves, manifestations collectives, attentats) ont pour objectif d'empêcher la signature des *Accords d'Evian* puis leur application.

Les Européens sont complices. Les moyens financiers et matériels ne manquent pas (dons, hold-up, récupération d'armes et de véhicules).

À Alger, les commandos *Delta* du lieutenant Degueldre sèmeront la terreur. Il en sera de même à Oran.

La violence ira croissant comme l'illustre l'attentat meurtrier du 2 mai qui tue sur le port d'Alger 62 dockers musulmans) et la mise en application de la politique de la terre brûlée marquée par l'incendie du port pétrolier d'Oran le 25 juin.

Pourtant avant cette date, le 17 juin Susini avait signé un accord de paix avec Mostefaï, le représentant du FLN. L'OAS avait vécu et les *Pieds-noirs* quittent l'Algérie en masse : c'est l'exode définitif.

Selon l'historien Pierre Miquel, l'OAS est responsable de 12.000 attentats, 2.360 tués, 5.415 blessés.

Les réactions du pouvoir :

L'OAS est infiltrée par la police, officielle ou « *barbouzes* ». Les chefs sont arrêtés (Jouhaud 26 mars, Degueldre 7 avril, Salan 23 avril). Les responsables d'attentats en Algérie (R. Degueldre, Albert Dovecar, Claude Piegts) sont passés par les armes ainsi que Bastien-Thiry, principal organisateur de l'attentat contre de Gaulle.

La violence de l'OAS témoigne de la réaction d'une communauté qui s'estimait trahie. Le général de Bénouville dira « *Cette révolte était, hélas, l'aboutissement d'un changement total de direction.* »



© Collection Tallmadge



Jean-Jacques Susini



Pierre Sergent

© Collection Rue des Archives/AGP

© Collection Rue des Archives/AGP

G - VERS LA FIN

L'UNC présente : « LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ »

LES ACCORDS D'ÉVIAN

« *Puisqu'ils veulent tout, qu'on leur donne tout* » aurait dit le général de Gaulle. Le 18 mars 1962, les délégations françaises et du GPRA signent un document nommé par la presse *Accords d'Évian*, qui décrète le cessez-le-feu, consacre la naissance d'un pouvoir exécutif algérien et, après référendum, celle d'un État algérien souverain.

Histoire des Accords :

Ils sont l'aboutissement d'un virage politique annoncé le 16 septembre 1959, suivi de pourparlers secrets puis officiels avec le FLN qui débouchent à Evian le 18 mars 1962.

Contenu des Accords :

Ils comportaient trois volets :

- **Politique** : reconnaissance de la souveraineté de l'État algérien sur tout le territoire, Sahara inclus ; référendum sur l'indépendance ; **garanties** sur les personnes, les droits et les biens.
- **Militaire** : présence française au Sahara et à Mers el-Kébir.
- **Economique** : biens français sauvegardés ; coopération multiple avec la France.

Application des Accords :

Le 19 mars 1962, cessez-le-feu et mise en place de l'exécutif provisoire présidé par Abderrahmane Farès.

Le 8 avril, par référendum, la France approuve à 90%.

Le 1^{er} juillet, les Algériens approuvent (6 millions de oui) le principe d'une Algérie indépendante « coopérant avec la France ».

Le FLN ne respecta que les points qui lui étaient favorables (souveraineté, référendum, Sahara) ; le reste fut emporté par la violence (OAS, crimes de l'ALN, exode, massacre des harkis).



Partis de Suisse, Krim Belkacem et Ben Tobbal arrivent à Evian



Joxe examine le dossier de la France

Le FLN ne respecta que les points qui lui étaient favorables (souveraineté, référendum, Sahara) ; le reste fut emporté par la violence (OAS, crimes de l'ALN, exode, massacre des harkis).

Les Accords d'Évian dénués de reconnaissance diplomatique et de valeur juridique, ne furent pas appliqués. Leur fiasco fut total.

Six mois plus tard, devenu chef du gouvernement, Ben Bella déclarait que ces accords constituaient *un compromis qui, à certains égards, était incompatible avec les perspectives socialistes de l'Algérie.*

G - VERS LA FIN

L'UNC présente : « **LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ** »

LE DRAME DES *PIEDS-NOIRS*: LA DÉBÂCLE

**LE 19 MARS 1962 : le cessez-le-feu est proclamé.
Mais la violence va déferler jusqu'en juillet provoquant l'exode
des *Pieds-noirs*.**

Le 23 MARS, le geste fatal de L'OAS

À un barrage effectué à Bab el-Oued par l'OAS, celle-ci, à la suite d'une méprise, tire sur un véhicule transportant des soldats du contingent : 7 militaires sont tués, d'autres sont blessés.

Ce drame entraîne la rupture avec l'armée.

Véritable camp retranché de l'OAS, Bab el-Oued fait l'objet rapidement d'un blocus.

Le 26 MARS 1962

Une manifestation de soutien est organisée pour mettre un terme au siège de Bab el-Oued. Rue d'Isly, la manifestation est bloquée par un cordon de troupe.



© espad/Jean-Louis Normand

Le drame éclate devant la grande poste. À l'issue de coups de feu d'origine suspecte, les militaires répliquent et tirent sur la foule. **46 morts. 200 blessés** selon le bilan officiel. En réalité certainement plus !...

L'ALGÉRIE GLISSE DANS L'ANARCHIE ! OAS, FLN, BARBOUZES, tout le monde... tue !

L'OAS multiplie les attentats principalement contre les musulmans. En réplique, des groupes bien armés activés par le FLN multiplient enlèvements et assassinats d'Européens.

Pour les Européens, l'armée n'est plus un rempart.

À Oran le 5 juillet 1962 on égorge des Européens dans la rue sans réaction de l'autorité militaire française présente dans la ville.

L'EXODE :

Dans cette ambiance d'apocalypse et de haine, totalement désespérés, des centaines de milliers de *Pieds-noirs* se résignent à quitter leur terre natale : *la valise plutôt que le cercueil*. Entre mai et août, on compte plus de 670 000 départs, sur des bateaux ou par avion.

La plupart laissent derrière eux tous leurs biens. Ils avaient conscience de quitter "leur pays" sans espoir de retour.

Débarquant à Marseille de bateaux surchargés, des *Pieds-noirs* désespérés et démunis, furent accueillis à l'initiative des dockers CGT, par des pancartes hostiles :

« *les Pieds-Noirs à la mer* ».

La majorité de l'opinion métropolitaine se désintéressait de leur sort. Le gouvernement ne prononça pas un mot de réconfort.

Au total, un immense gâchis humain.



© Universal/Croix Rouge



© espad/Keystone

« *L'homme n'est pas entièrement coupable car il n'a pas commencé l'histoire; ni tout à fait innocent, puisqu'il la continue.* »
Albert Camus.

H - LES TRAGÉDIES DE L'APRÈS 19 MARS 1962

L'UNC présente : « **LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ** »

Atrocités du FLN : LE MASSACRE DES HARKIS

L'abandon des harkis par la France et leur massacre restent l'une des pages les plus douloureuses et les moins honorables de la guerre d'Algérie. Les pertes sont impossibles à évaluer avec précision : elles seraient voisines de 80.000 morts, familles comprises. La sauvagerie des exécutions reflète la soif de vengeance entre autres du FLN à l'égard de ses coreligionnaires qui avaient préféré la France.



© J. Baptiste Ferraci

Qu'est-ce qu'un harki ?

C'est un soldat musulman de l'armée française, engagé dans une *harka* agissant autour d'un village ; par extension, on désigne ainsi tout supplétif. Le statut de ces soldats est précaire. Créés en 1956, les harkis seront 63 000 en 1960, répartis en 600 harkas. Avec les autres supplétifs (*moghaznis*, etc.), ils culmineront à 120 000 hommes auxquels on peut ajouter 30 000 membres des autodéfenses des villages. Bon nombre ont pour motivation principale, le refus de la violence FLN. Malgré des désertions, la plupart seront loyaux et efficaces.

L'attitude du FLN :

Le texte de l'accord de cessez-le-feu du 18 mars 1962 prévoyait : « *les deux parties s'engagent à interdire tous les actes de violence collective et individuelle* ». Aussi beaucoup de harkis regagnèrent en confiance leur village, où ils furent pour la plupart massacrés avec la plus extrême sauvagerie. Les survivants furent condamnés au déminage ou aux travaux forcés.

L'attitude des autorités françaises :

Des ordres furent donnés par le gouvernement, sans état d'âme, pour interdire toute évacuation des harkis.



© Collection Particulière

Bien des officiers désobéirent, sauvant ainsi leur honneur et 21 000 personnes.

Aujourd'hui, le massacre des harkis reste une tache sur le drapeau et une blessure au cœur de ceux qui, sur ordre, durent abandonner leurs camarades de combat.

H - LES TRAGÉDIES DE L'APRÈS 19 MARS 1962

L'UNC présente : « **LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ** »

LES PERTES DES DEUX CAMPS

Des informations totalement incontrôlées circulent concernant le bilan humain de cette guerre. Il est vrai aussi qu'elles ne sont pas dénuées d'arrière-pensées politiques, le FLN ayant tout intérêt à largement majorer la violence de ce conflit, pour appuyer ses revendications vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale, entretenir son sentiment de culpabilité et en obtenir « réparation ».

Les pertes de l'armée française jusqu'au 19 mars 1962 sont de 15 009 morts au combat, dont des centaines de disparus et environ 9 000 morts par accidents, maladie ou suicide, auxquels il convient d'ajouter 60 000 blessés.



© ecpad/M. Flament

Mais cette date ne marque que la fin théorique de la guerre. Des groupes de l'ALN en contradiction avec les accords d'Evian, continuèrent à s'en prendre aux militaires français. Depuis le 19 mars, jusqu'à l'évacuation définitive (2 juillet 1964), plus de 500 d'entre eux ont été tués ou enlevés sur le sol algérien.

Il est beaucoup plus malaisé de recenser les pertes subies par le FLN et la population musulmane, du fait des opérations, d'autant que l'information est délibérément brouillée par souci de propagande. Les recherches des historiens Xavier Yacono et Charles-Robert Ageron, tendent à conclure à des pertes totales (morts violentes, excédent de décès naturels, déficit de naissance) de l'ordre de 250 000, ce que recourent les bilans opérationnels établis par l'armée française de **143 000 tués dans les rangs de la rébellion.**

En outre, la guerre civile qui a opposé le FLN et le MNA, aurait fait, à elle seule en France, 6 000 morts et 4 000 blessés.



© Arthur Smet

Les actes terroristes ont fait 2788 tués européens et 16378 musulmans victimes du FLN, plus 2000 morts tombés sous les coups de l'OAS.

Quant aux malheureux harkis assassinés, Jean-Claude Jauffret (*Historiens et Géographes*), estime leur nombre entre 60 000 et 80 000.

I - UN SOMBRE BILAN

L'UNC présente : « **LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ** »

La communauté *Pieds-Noirs* : la fin d'un rêve

TÉMOIGNAGE DE L'ANCIEN MAIRE DE ZÉRALDA



Un nom presque aussi éclatant qu'une sonnerie de trompette de cavalerie... le nom d'un village d'Algérie comme tant d'autres.

Zéralda, créé en 1845, se situait sur le littoral à 30 km à l'ouest d'Alger, au fond de la célèbre baie de Sidi-Ferruch théâtre du débarquement de l'expédition française de juin 1830 et de celui des troupes alliées en novembre 1942. La surface cultivable nécessaire à l'établissement des colons fut estimée à 300 ha. Le projet initial prévoyait trente familles, quinze d'entre elles étaient d'origine allemande, les quinze autres familles devaient venir de France. La maladie (paludisme, choléra) fit des ravages immédiats. Les premières familles installées et celles qui suivirent furent décimées.

Il fallut bien des années de labeur et d'épreuves pour assécher les marécages, dompter une nature hostile. Une économie essentiellement agricole prenait son essor. C'est en 1875 que fut achevée l'église. C'est en 1905 que la mairie fut construite au centre du village, que le premier groupe scolaire de six classes fut inauguré.

Dans les années 1900-1910, la mise en service de la voie ferrée fut le début d'une ère de **prospérité**, les **pionniers des premiers temps** pouvaient voir leurs rêves réalisés au-delà de leurs espérances et cela en moins d'un siècle.

En 1936 la municipalité amorça une mise en valeur touristique de la plage. Elle y aménagea un lotissement balnéaire, *les Sables d'Or*.



Photo Jactel



© Lemaire



Un village de vacances fut ouvert en 1950. Très tôt une vie associative très active s'imposa. Ce fut d'abord en 1898 la naissance de *l'Avenir Musical*. Ce fut ensuite *l'Etoile Sportive Zéraldienne* avec principalement son équipe de football et aussi sa section des boulomanes et celle des gymnastes. Le lundi de Pâques ou de Pentecôte ils étaient nombreux à se rendre dans la « forêt des planteurs » savourer la "mouna" traditionnelle.

Au début de la guerre d'Algérie, le camp de la forêt construit par le génie, fut occupé par le 1^{er} Bataillon étranger de parachutistes qui devint le 1^{er} REP. Le square du monument aux morts fut rebaptisé du nom du **colonel Jeanpierre** après que ce brillant officier fut tombé au champ d'honneur à la tête de ses troupes sur la frontière tunisienne. Est-il besoin de rappeler l'adieu poignant que réservèrent les Zéraldiens au 1^{er} REP, le jour de la dissolution et de son départ après l'échec du putsch d'avril 1961 ?



© Acoulay/Paris-Match

Ce jour-là notre destin fut scellé, notre rêve brisé. Mais reste notre mémoire.

Claude Guiss, dernier maire de ZERALDA

I - UN SOMBRE BILAN

L'UNC présente : « **LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ** »

En 1830, l'organisation et l'état sanitaire de l'Algérie sont à l'image du temps : carences et sous-alimentation, conditions d'hygiène inexistantes, facteurs climatiques, sont associés aux maladies endémiques (dysenterie, paludisme, variole, typhus, fièvre typhoïde, trachome, syphilis) ou épidémiques (pestes et choléra). Il s'en suit **une mortalité infantile pratiquement égale à la moitié des naissances**.

À la veille de l'insurrection, l'Algérie dispose d'une infrastructure hospitalière moderne riche de 24 300 lits.

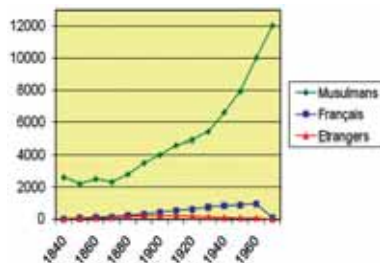


Hôpital MAILLOT

- un hôpital de 2000 lits,
- deux hôpitaux de chefs-lieux de plus de 1000 lits,
- 112 hôpitaux polyvalents dont 23 centres régionaux,
- 14 hôpitaux spécialisés dont l'hôpital psychiatrique de plus de 1000 lits,
- 9 établissements privés dont 5 spécialisés.
- L'Institut Pasteur d'Alger, créé en 1894.
- Le Centre de transfusion sanguine.

Grâce au développement économique et à l'organisation sanitaire civile et militaire, dont l'Algérie a été progressivement dotée, les épidémies ont été maîtrisées et la mortalité infantile drastiquement réduite.

Population de l'Algérie
1830-1965
(en milliers)



Infirmière Kabyle

→ ÉQUIPEMENTS SCOLAIRES

Les équipements scolaires sont, eux, à même d'accueillir la jeunesse algérienne.

En 1961, le primaire était suffisamment développé pour accueillir 844 774 élèves (109 300 européens, 735 474 musulmans).

L'enseignement secondaire dispose lui de 48 établissements dont

24 lycées et 24 collèges.

J - L'HÉRITAGE REÇU PAR L'ALGÉRIE INDÉPENDANTE

L'UNC présente : « LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ »

Aux termes de la présence française, le territoire algérien a hérité des effets d'une politique de développement notable dans 4 domaines essentiels de l'économie.

→ PROTECTION ET RESTAURATION DES SOLS, ÉQUIPEMENT HYDRAULIQUE, AGRICULTURE

- Lutte contre la déforestation.
- Défrichement de terres agricoles.
- Assèchement de la Mitidja.
- **14 barrages-réservoirs.**
- **Modernisation des matériels.**

Ces efforts n'ont pas mis un terme à l'opposition de deux mondes agricoles: l'un moderne et productif (vignes, agrumes, alfa, tabac...) contrôlé par la communauté européenne, l'autre resté plus archaïque et aléatoire, pratiqué par les communautés musulmanes.



→ ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL



Mines : Plomb, zinc, fer, marbre.

Les phosphates de chaux placent l'Algérie au 6^e rang mondial et engendrent une industrie chimique substantielle.

Métallurgie : Aciers laminés, tréfilerie du cuivre et de l'aluminium, articles de ménage en aluminium (pôle économique de 3 000 établissements).

Bâtiment : autonomie dans l'industrie de la construction.

A partir des années 50, édification de grands ensembles modernes à loyers modérés (Diar es Saâda, Diar el Mahcoul...).

→ COMMUNICATION

88 000 km de routes

4 400 km de voies ferrées

23 ports : 4 millions de tonnes/an, 450 000 passagers, ALGER 3^e port français. MERS EL-KEBIR port militaire.

2 grands aéroports : MAISON BLANCHE à Alger, LA SENIA à Oran.

Télécommunications : 6 câbles sous-marins, 2 câbles subsahariens souterrains, 1 faisceau hertzien.

→ SOCLE ÉNERGÉTIQUE

En 1962 la **production électrique** dépasse le milliard de kilowatts-heures.

À la suite des découvertes effectuées par les géologues français, en 1962, la **production de pétrole** approche les 9 millions de tonnes. (Hassi-Messaoud, El Gassi) **Gaz naturel** à Hassi-Rmel, In Salah, **Liquéfaction du gaz** à Arzew.

95% des recettes de l'Algérie proviennent de la manne pétrolière.



L'Algérie, pays le mieux équipé d'Afrique, est à même d'assumer son indépendance.

Cette exposition est d'abord dédiée à ceux qui se sont battus là-bas et l'ont fait avec détermination et courage, consentant de lourds sacrifices pour une cause qu'ils ne comprenaient pas nécessairement.

Tous les morts dans les djebels, que ce soient nos camarades ou nos adversaires, sont recouverts maintenant d'un même linceul. Que valait leur sacrifice, à l'aune de l'histoire ?

Une histoire de 130 ans qui malgré tout, a tissé des liens entre nos deux peuples et laissé suffisamment de traces pour que France et Algérie s'engagent sur les voies d'une politique de rapprochement.

En France, les anciens combattants le souhaitent. Ils espèrent de leurs anciens adversaires en Algérie la même démarche.

C'est le vœu profond et sincère de l'Union Nationale des Combattants comme l'exprime la lettre de son Président Hugues Dalleau adressée en octobre 2005, au Président Bouteflika : *« Un traité d'amitié franco-algérien est à l'ordre du jour... les anciens combattants de l'U.N.C. particulièrement ceux de la guerre d'Algérie... sont, dans leur quasi-totalité, favorables à la signature d'une telle convention... »*.



*« On ne se meut pas sous
les mêmes conjonctions d'astres,
on ne respire pas le même air,
on ne contemple pas les mêmes
paysages sans que l'indissoluble
se noue entre les êtres ».*

Frédéric Musso,
à propos d'Albert Camus.



J - L'HÉRITAGE REÇU PAR L'ALGÉRIE INDÉPENDANTE

L'UNC présente : « LA GUERRE D'ALGÉRIE : UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ »

GLOSSAIRE

AGTA : Amicale générale des travailleurs algériens, filiale de l'UGTA, créée en France en 1957, puis interdite l'année suivante.

ALN : Armée de libération nationale, créée en 1954.

Bachaga : Titre d'origine turque, donné par l'administration française aux grands chefs indigènes.

Bey : Titre turc, porté en 1830 par le chef de la régence turque de Tunis et par les gouverneurs des trois provinces de la Régence d'Alger à Constantine, Médéa et Oran.

Bleus, Bleuïte : La *bleuïte* désigne une opération de manipulation montée par les services secrets français à la fin des années 1950,

à l'origine d'une purge dévastatrice au sein de l'ALN. Les *bleus* sont les prétendus ralliés à l'armée française.

CCE : Comité de coordination et d'exécution, organe central de direction du FLN créé par le congrès de la Soummam ; remplacé en septembre 1958 par le GPRA.

CCI : Centre de coordination interarmées ; organe central de recherche du renseignement de l'armée française en Algérie ; fondé en 1956.

Chouf : Élément d'observation discrète.

Chtirak : impôt mensuel perçu par le FLN.

CNRA : Conseil national de la révolution algérienne, organe de la décision suprême du FLN, créé par le congrès de la Soummam.

Commune de plein exercice : Commune administrée par un maire élu, avec un conseil municipal représentant les citoyens français et les indigènes dans des collèges séparés et inégaux (réforme de 1951).

Commune mixte : Circonscription administrative coloniale à la population presque entièrement indigène, dirigée par un administrateur civil.

CRA : Centre de renseignement et d'action, organe de recherche et d'exploitation du renseignement, créé en 1959.

Djounoud : Pluriel de *djoundi*. En arabe, soldat de l'ALN.

DOP : Détachement opérationnel de protection ; équipe de recherche du renseignement, émanation du CCI, créé en 1957.

Douar : Fraction de tribu découpée par l'administration coloniale, et rattachée à une commune mixte ou une commune de plein exercice.

DPU : Dispositif de protection urbaine, organe d'encadrement et de surveillance de la population, créé à Alger en 1957.

Faïlek : Bataillon de l'ALN, regroupant plusieurs katibas.

Ferka : Section d'une trentaine de combattants.

Fedayine ou Fidayine : De *fidai*, sacrifié ; terroriste.

FLN : Front de libération nationale.

Garde civique : Milice d'autodéfense.

GMPR : Groupes mobiles de protection rurale ; unités de supplétifs musulmans d'un statut supérieur à celui des harkis.

GPRA : Gouvernement provisoire de la République algérienne, qui remplace le CCE le 19 septembre 1958.

Harka : Unité de supplétifs musulmans rattachée à une unité militaire française, le plus souvent liée à un village.

Harki : Membre d'une *harka*. Les *harkis* forment la plus grande part des supplétifs.

Kasma : Secteur ; division administrative.

Katiba : Compagnie de l'ALN, divisée en trois *ferkas* (environ 100 hommes).

Messaliste : Partisan de Messali Hadj contre les *centralistes* dans la crise du MTLD en 1954, puis de son nouveau parti, le MNA, contre le FLN.

MNA : Mouvement national algérien, parti fondé par Messali Hadj après la dissolution du MTLD en novembre 1954.

Moghazni : Membre de la section de garde d'une SAS.

Moudjahidine : Combattants de l'ALN (littéralement : de la guerre sainte, jihad).

Mousseblin (pluriel de *Moussebel*) : Auxiliaires de l'ALN, chargés du soutien logistique.

MTLD : Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (1946-1954), créé pour servir de façade légale au PPA interdit.

Nahia : Région, circonscription administrative.

OAS : Organisation armée secrète pour la défense de l'Algérie française (1961-1962).

OPA : Organisation politico-administrative ; nom donné par les Français à la double hiérarchie civile (parti FLN, et *assemblées du peuple*), instituée dans les *douars* par le congrès de la Soummam.

OS : Organisation spéciale, créée en février 1947 lors du congrès PPA-MTLD, afin de préparer la lutte armée.

PCA : Parti communiste algérien, fondé en 1935 et interdit en septembre 1955.

PPA : Parti du peuple algérien, fondé en 1937, puis interdit en 1939. Le MTLD prendra la relève.

SAS : Sections administratives spécialisées, administration militaire dépendant des sous-préfectures, chargées d'encadrer et d'assister la population musulmane à partir de 1955.

SAU : Sections administratives urbaines, équivalentes des SAS en zone urbaine, créées en 1957.

UDMA : Union démocratique du manifeste du peuple algérien, fondée en 1946 par Ferhat Abbas.

UGCA : Union générale des commerçants algériens, syndicat fondé en 1956 à Alger sous l'influence du FLN.

UGTA : Union générale des travailleurs algériens, syndicat créé en 1956 à Alger sous l'influence du FLN.

UT : Unités territoriales ; réservistes de l'armée française, servant en Algérie quelques jours par mois pour des missions de sécurité.

USTA : Union syndicale des travailleurs algériens, syndicat créé à Alger par les messalistes au début de 1956.

Wilaya : Province ; principale subdivision territoriale du FLN-ALN.

LA GUERRE D'ALGÉRIE

« UNE EXIGENCE DE VÉRITÉ »

Pour quelles raisons, après plus d'un demi-siècle de silence faut-il consacrer une exposition développée dans une plaquette reprenant les thèmes d'une exposition à ce qu'a été la guerre d'Algérie ?



Il le faut pour rappeler que cette guerre a été un drame multiple pour la France et qu'elle l'est restée.

Elle a été un drame parce que notre Nation, ou plutôt ses élites politiques, n'ont pas su l'éviter.

Elle a été un drame parce qu'elle a été menée de façon incohérente : après avoir affirmé et défendu le principe d'une Algérie qui resterait française, ce principe a été abandonné au profit de celui de l'autodétermination qui menait à l'inéluctable indépendance.

Elle a été un drame parce que tant dans les rangs des forces de l'ordre que dans ceux de la rébellion, elle a imposé le sacrifice de lourdes pertes.

Elle a été le drame auquel le cessez-le-feu du 19 mars 1962 n'a pas mis un terme ; la communauté des « Pieds-Noirs » qui avait fait de la terre algérienne une terre moderne, mais dont certains membres portaient aussi leur part de responsabilité dans la genèse du conflit, a été acculée à l'exode ; nos compagnons d'armes les harkis ont été massacrés ; le sang de nos troupes a continué à couler.

Elle est restée un drame parce qu'un demi-siècle après sa conclusion, il ne semble pas possible de l'aborder de façon sereine.

A l'image de tous les conflits, le conflit d'Algérie n'a pas manqué de complexité mais le récit qui en est généralement fait, notamment dans les médias, met principalement l'accent sur ses aspects les plus violents. Et cela de façon unilatérale. Les appelés ne sont pas épargnés, accablés sous des appellations d'assassins, de violeurs, ou de tortionnaires.

Elle l'est restée parce que malgré une volonté évidente de réconciliation de la part de la France, elle sert toujours aux autorités algériennes de justification aux maux de l'Algérie, maux dont elles sont elles-mêmes responsables.

Cette exposition, se veut libre de tout esprit partisan et polémique ; elle entend simplement rappeler l'Histoire.

Cette exposition a été réalisée sous le contrôle de M. Hugues DALLEAU, Président de l'U.N.C. et du Général Maurice FAIVRE.

Ont contribué à la réalisation de l'exposition, de la brochure et de photos : MM. Jean-Pierre BERTINI, Jean-Marc BOCCARD, Paul BOCQUET, Hubert BORNENS, Serge CATTET, Pierre CHAUVET, Pierre CHIBON, Robert DUTREUIL, Jean EXCOFFIER, Serge FONT, Claude GRANDJACQUES, Jean KERVIZIC Secrétaire Général de l'U.N.C, Jean-Pierre KOCH, Colonel Jean-Pierre MARTIN, André PEPIN, Général PICHOT DUCLOS, Bernard SAILLET et André VERSINI.